

Dans son ordonnance, le président fixe le ou les lieux, ainsi que la période durant laquelle les constatations peuvent être faites.
Aucun constat ne peut avoir lieu entre 21 heures et 5 heures. *

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 1034

17 MARS 1987

Loi relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Nouveaux régimes de travail

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. La présente loi s'applique aux employeurs et aux travailleurs désignés par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail concernant l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises, en vue de permettre l'extension ou l'adaptation du temps d'exploitation de l'entreprise et de promouvoir l'emploi, selon les conditions et les modalités prévues par cette même convention collective de travail.

§ 2. A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les employeurs visés au § 1^{er} ne peuvent plus recourir aux dispositions de l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible, étant entendu que les conventions d'aménagement du temps de travail conclues avant cette date, ainsi que leurs éventuelles prorogations, continuent d'être régies par les dispositions de cet arrêté royal.

Section 2. — Autorisation de déroger à certaines dispositions légales

Art. 2. Dans le cadre fixé à l'article 1^{er}, une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire, ou à défaut d'une telle convention, une convention collective de travail conclue au sein

(1) Session 1985-1986.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires 590 (1985-1986). — Projet de loi, n° 1. Amendements, nos 2 à 4. — Rapport, n° 5.

Session 1986-1987.

Annales de la Chambre des représentants. — Discussion. Séance du 25 novembre 1986. — Adoption. Séance du 27 novembre 1986.

Sénat.

Documents parlementaires 414 (1986-1987). — Projet de loi, n° 1. Rapport, n° 2.

Annales du Sénat. — Discussion. Séance du 10 mars 1987. — Adoption. Séance du 12 mars 1987.

In zijn bevelschrift bepaalt de voorzitter de plaats of de plaatsen waar en de periode waarbinnen de vaststellingen kunnen gebeuren.
Geen enkele vaststelling mag worden gedaan tussen 21 uur en 5 uur. *

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
J. GOL

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 1034

17 MAART 1987

Wet betreffende de invoering van nieuwe arbeidsregelingen in de ondernemingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Nieuwe arbeidsregelingen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Deze wet is van toepassing op de werkgevers en de werknemers, aangewezen bij een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst, betreffende de invoering van nieuwe regelingen inzake organisatie van de arbeidstijd in de ondernemingen, ten einde de uitbreiding of de aanpassing van de bedrijfstijd in de onderneming mogelijk te maken en de werkgelegenheid te bevorderen, volgens de voorwaarden en de nadere regelen bepaald bij dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 2. Vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet kunnen de in § 1 bedoelde werkgevers geen beroep meer doen op de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982 betreffende de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd in de ondernemingen met het oog op een herverdeling van de beschikbare arbeid, met dien verstande dat de overeenkomsten tot aanpassing van de arbeidstijd welke voor die datum werden gesloten alsmede de eventuele verlengingen ervan, door de bepalingen van dat koninklijk besluit geregeld blijven.

Afdeling 2. — Toelating om af te wijken van sommige wettelijke bepalingen

Art. 2. Binnen het kader vastgesteld bij artikel 1, kan een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan, of bij ontstentenis van een dergelijke overeenkomst een collectieve

(1) Zitting 1985-1986.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden 590 (1985-1986). — Ontwerp van wet, nr. 1. — Amendementen, nrs 2 tot 4. — Verslag, nr. 5.

Zitting 1986-1987.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Bespreking. Vergadering van 25 november 1986. — Aanneming. Vergadering van 27 november 1986.

Senaat.

Parlementaire bescheiden 414 (1986-1987). — Ontwerp van wet, nr. 1. — Verslag, nr. 2.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking. Vergadering van 10 maart 1987. — Aanneming. Vergadering van 12 maart 1987.

de l'entreprise s'il existe une délégation syndicale dans l'entreprise, ou, à défaut de délégation syndicale, le règlement de travail peut déroger aux dispositions légales suivantes :

1° l'interdiction du travail dominical et le délai d'octroi du repos compensatoire prévus respectivement par les articles 11 et 16, premier alinéa, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

2° l'interdiction d'occuper des travailleurs masculins la nuit prévue à l'article 37 de la même loi;

3° les limites de la durée du travail prévues aux articles 19, premier alinéa, 20, 20bis et 27 de la même loi, à condition que la durée journalière de travail ne dépasse pas douze heures et que les dépassements des limites fixées aux articles 19, premier alinéa, 20, 20bis et 27 cités ci-dessus, soient soumis aux conditions fixées à l'article 26bis, § 1^{er} de la même loi;

4° l'interdiction d'exécuter des travaux de construction pendant certaines périodes énumérées à l'article 4 de la loi du 6 avril 1960 concernant l'exécution de travaux de construction;

5° l'interdiction du travail les jours fériés, l'obligation de remplacer les jours fériés coïncidant avec un dimanche ou un jour habituel d'inactivité par un jour normal d'activité et l'obligation d'imputer le repos compensatoire accordé après un travail effectué un jour férié sur la durée du travail prévues par les articles 4, 6, 10 et 11, quatrième alinéa, de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés; une dérogation aux articles 4 et 10 implique automatiquement une dérogation aux articles 6 et 11, quatrième alinéa; en cas de dérogation à l'article 11, quatrième alinéa, le repos compensatoire doit être déterminé conformément à la procédure de l'article 8; l'usage de ces dérogations ne peut avoir pour effet de réduire le nombre de jours fériés déterminé par ou en vertu de l'article 4.

Section 3. — Modalités d'application des nouveaux régimes de travail

Art. 3. Par dérogation à l'article 29, § 2, de la loi du 16 mars 1971, n'est pas considéré comme travail supplémentaire, le travail effectué dans le respect des conditions et des limites applicables au nouveau régime de travail et notamment dans le respect de l'article 38bis de la même loi.

Art. 4. § 1^{er}. La rémunération perdue en raison du jour de carence prévu à l'article 52, § 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est égale à un cinquième ou un sixième de la rémunération afférente à la durée hebdomadaire moyenne de travail du travailleur concerné.

§ 2. La rémunération due pour un jour d'absence visé à l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 précitée est égale à un cinquième ou un sixième de la rémunération afférente à la durée hebdomadaire moyenne de travail du travailleur concerné.

§ 3. L'article 56, deuxième alinéa, de la loi du 3 juillet 1978 précitée n'est pas applicable aux cas visés aux articles 49, 51, 52, 54 et 55.

§ 4. La rémunération due pour un jour férié en application de l'article 14 de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés est égale à un cinquième ou un sixième de la rémunération afférente à la durée hebdomadaire moyenne de travail du travailleur concerné.

§ 5. Dans les cas visés par les §§ 1^{er}, 2 et 4 du présent article, il y a lieu d'appliquer la fraction d'un cinquième ou d'un sixième de la rémunération selon que le régime de travail normal des autres travailleurs de l'entreprise, ou à défaut de ceux-ci, des travailleurs occupés dans les entreprises de la même branche d'activité, est de cinq ou de six jours par semaine.

Art. 5. Lorsqu'une convention collective de travail est conclue au sein d'un organe paritaire, conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, cette convention peut, pour l'introduction de nouveaux régimes de travail visés à l'article 1^{er}, établir une procédure de modification du règlement de travail dérogeant aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail.

Art. 6. A défaut de convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire, s'il existe une délégation syndicale dans l'entreprise, les nouveaux régimes de travail visés à l'article 1^{er} ne peuvent être introduits que moyennant la conclusion entre l'employeur et toutes les organisations représentatives des travailleurs représentées au sein de la délégation syndicale d'une convention collective de travail au sens de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

arbeidsovereenkomst gesloten in de onderneming, indien er in de onderneming een vakbondsafvaardiging bestaat, of bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, het arbeidsreglement, afwijken van de volgende wettelijke bepalingen :

1° het verbod van zondagarbeid en de termijn voor toekenning van inhaalrust, voorgeschreven door respectievelijk de artikelen 11 en 16, eerste lid, van de Arbeidswet van 16 maart 1971;

2° het verbod om mannelijke werknemers 's nachts tewerk te stellen, voorgeschreven door artikel 37 van dezelfde wet;

3° de grenzen van de arbeidsduur voorgeschreven door de artikelen 19, eerste lid, 20, 20bis en 27, van dezelfde wet, op voorwaarde dat de dagelijkse arbeidstijd twaalf uren niet overschrijdt en dat de overschrijdingen van de grenzen vastgesteld bij voornoemde artikelen 19, eerste lid, 20, 20bis en 27, onderworpen worden aan de voorwaarden vastgesteld bij artikel 26bis, § 1 van dezelfde wet;

4° het verbod om bouwwerken uit te voeren gedurende bepaalde periodes vermeld in artikel 4 van de wet van 6 april 1960 betreffende de uitvoering van bouwwerken;

5° het verbod van arbeid op feestdagen, de verplichting om feestdagen die met een zondag of een gewone inactiviteitsdag samen vallen te vervangen door een gewone activiteitsdag en de verplichting om de inhaalrust, toegekend na arbeid verricht op een feestdag, aan te rekenen op de arbeidsduur, voorgeschreven door de artikelen 4, 6, 10 en 11, vierde lid, van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen; een afwijking op de artikelen 4 en 10 houdt automatisch een afwijking in op de artikelen 6 en 11, vierde lid; in geval van afwijking op artikel 11, vierde lid, moet de inhaalrust worden vastgesteld overeenkomstig de procedure van artikel 8; het gebruik van deze afwijking mag geen vermindering van het bij of krachtens artikel 4 vastgestelde aantal feestdagen voor gevolg hebben.

Afdeling 3. — Nadere regelen voor de toepassing van nieuwe arbeidsregelingen

Art. 3. In afwijking van artikel 29, § 2, van de wet van 16 maart 1971 wordt niet als overwerk aangemerkt, de arbeid verricht met naleving van de voorwaarden en de grenzen die van toepassing zijn op de nieuwe arbeidsregeling en inzonderheid met naleving van artikel 38bis van dezelfde wet.

Art. 4. § 1. Het loon verloren wegens een carensdag, zoals bepaald in artikel 52, § 1, tweede lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is gelijk aan een vijfde of een zesde van het loon voor de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de betrokken werknemer.

§ 2. Het loon verschuldigd voor een afwezigheidsdag bedoeld bij artikel 30 van voornoemde wet van 3 juli 1978 is gelijk aan een vijfde of een zesde van het loon voor de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de betrokken werknemer.

§ 3. Artikel 56, tweede lid, van voornoemde wet van 3 juli 1978 is niet van toepassing op de gevallen bedoeld bij de artikelen 49, 51, 52, 54 en 55.

§ 4. Het loon verschuldigd voor een feestdag in toepassing van artikel 14 van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen is gelijk aan een vijfde of een zesde van het loon voor de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de betrokken werknemer.

§ 5. In de gevallen bedoeld bij de §§ 1, 2 en 4 van dit artikel moet een vijfde deel of een zesde deel van het loon worden toegepast naargelang de normale arbeidsregeling van de andere werknemers van de onderneming, of bij ontstentenis van deze, van de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen van dezelfde bedrijfstak, vijf of zes dagen per week bedraagt.

Art. 5. Wanneer een collectieve arbeidsovereenkomst in een paritair orgaan is gesloten, overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, kan deze overeenkomst voor het invoeren van de bij artikel 1 bedoelde nieuwe arbeidsregelingen voorzien in een procedure tot wijziging van het arbeidsreglement die afwijkt van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen.

Art. 6. Bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in een paritair orgaan, kan, indien er in de onderneming een vakbondsafvaardiging bestaat, het invoeren van de bij artikel 1 bedoelde nieuwe arbeidsregelingen maar gebeuren door tussen de werkgever en alle representatieve werknemersorganisaties die in de vakbondsafvaardiging vertegenwoordigd zijn, een collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten in de zin van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Par dérogation aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, les dispositions de cette convention collective de travail qui modifient le règlement de travail sont introduites dans ce règlement dès le dépôt de cette convention collective de travail au greffe du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 7. A défaut de convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire, l'introduction de nouveaux régimes de travail visés à l'article 1^{er} ne peut se faire, s'il n'existe pas de délégation syndicale dans l'entreprise, que dans le respect de la procédure suivante.

Tout projet d'organisation d'un nouveau régime de travail établi par l'employeur est communiqué par écrit à chaque travailleur. Il comporte au moins les mentions portant sur la durée du travail, les horaires de travail, les pauses, les intervalles de repos, les modalités de paiement de la rémunération et les modalités en matière d'effet sur l'emploi.

Pendant huit jours à partir de cette communication, l'employeur tient à la disposition des travailleurs un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations.

Passé ce délai, l'employeur adresse le projet et le registre en communication au président de la commission paritaire compétente qui doit immédiatement lui en accuser réception et transmettre une copie du projet, ainsi que les observations figurant dans le registre, aux organisations représentées au sein de la commission paritaire.

A dater de cet accusé de réception, les organisations représentées à la commission paritaire et les travailleurs de l'entreprise disposent d'un délai d'un mois pour transmettre leurs observations au président de la commission paritaire.

S'il n'a pas été fait d'observations dans le registre susvisé et si, ni les travailleurs ni les organisations représentées au sein de la commission paritaire n'ont fait parvenir d'observations au président dans le délai prévu, celui-ci en informe l'employeur dans les huit jours; le nouveau régime de travail peut ensuite entrer en vigueur.

Si par contre, le dossier comporte des observations, le président communique immédiatement le dossier à la commission paritaire et informe l'employeur, dans le même délai de huit jours que celui visé au sixième alinéa, que des observations ont été formulées.

A défaut de la notification prévue aux sixième et septième alinéas dans le délai fixé, le nouveau régime de travail entre en vigueur à l'expiration de ce délai.

La commission paritaire dispose d'un délai de deux mois à dater de la communication du dossier à la commission paritaire pour se prononcer de façon motivée sur le dossier. Sa compétence se limite strictement à vérifier si le projet, qui lui a été transmis, a été établi conformément aux conditions prévues par la présente loi et la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail.

Le projet est rejeté dans les deux cas suivants :

- si la majorité des membres présents se prononcent en ce sens;
- si l'ensemble des membres présents représentant soit les organisations d'employeurs, soit les organisations de travailleurs se prononcent en ce sens.

Le président informe l'employeur dans un délai de huit jours de la décision de la commission paritaire.

A défaut d'une telle notification, le nouveau régime de travail entre en vigueur à l'expiration d'un délai de huit jours suivant l'échéance du délai de deux mois dans lequel la commission paritaire devait se prononcer.

Par dérogation à l'article 12 de la loi du 8 avril 1965, le règlement de travail est mis en concordance avec le nouveau régime de travail adopté conformément à la procédure qui précède.

Art. 8. Par dérogation à l'article 4, troisième alinéa, de la loi du 8 avril 1965, et à l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, il ne peut être dérogé individuellement aux dispositions du règlement de travail modifiées selon la procédure fixée aux articles 6 et 7 ou en vertu de l'article 5.

In afwijking van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen worden de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst die het arbeidsreglement wijzigen, in dit reglement ingevoerd zodra deze collectieve arbeidsovereenkomst werd neergelegd op de griffie van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 7. Bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan en indien er in de onderneming geen vakbondsafvaardiging bestaat, kan het invoeren van de bij artikel 1 bedoelde nieuwe arbeidsregelingen maar gebeuren met naleving van de volgende procedure.

Elk ontwerp inzake organisatie van een nieuwe arbeidsregeling, opgesteld door de werkgever, wordt schriftelijk aan elke werknemer meegedeeld. Het bevat ten minste de vermeldingen betreffende de arbeidsduur, de werktijden, de rustpausen, de rusttijden, de modaliteiten inzake betaling van het loon en de modaliteiten inzake weerslag op de werkgelegenheid.

Gedurende acht dagen vanaf het tijdstip van die mededeling houdt de werkgever een register ter beschikking van de werknemers waarin zij hun opmerkingen kunnen optekenen.

Zodra die termijn is verstreken zendt de werkgever het ontwerp en het register ter inzage aan de voorzitter van het bevoegd paritair comité, die hem onmiddellijk de ontvangst ervan bevestigt en een afschrift van het ontwerp, alsmede van de opmerkingen die in het register voorkomen, verzendt aan de organisaties die in het paritair comité vertegenwoordigd zijn.

Vanaf deze ontvangstbevestiging beschikken de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties en de werknemers van de onderneming over een termijn van een maand om hun opmerkingen aan de voorzitter van het paritair comité te doen toekomen.

Indien geen opmerkingen werden gemaakt in het voormelde register en indien noch de werknemers noch de in het paritair comité vertegenwoordigde organisaties binnen de gestelde termijn opmerkingen hebben doen toekomen bij de voorzitter, stelt deze de werkgever binnen acht dagen daarvan in kennis, waarna de nieuwe arbeidsregeling in werking mag treden.

Indien daarentegen het dossier opmerkingen bevat deelt de voorzitter het onmiddellijk mede aan het paritair comité en stelt hij de werkgever, binnen dezelfde termijn van acht dagen als bedoeld in het zesde lid, in kennis van het feit dat er opmerkingen werden geformuleerd.

Bij ontstentenis van de bij het zesde en het zevende lid bepaalde kennisgeving binnen de vastgestelde termijn, mag de nieuwe arbeidsregeling na het verstrijken van die termijn in werking treden.

Het paritair comité beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de mededeling van het dossier aan het paritair comité om zich op een gemotiveerde wijze over het dossier uit te spreken. Zijn bevoegdheid is er strikt toe beperkt na te gaan of het ontwerp, dat hem werd voorgelegd, werd opgesteld overeenkomstig de voorwaarden die zijn vastgesteld door deze wet en door de in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst.

Het ontwerp wordt verworpen in de navolgende twee gevallen :

- indien de meerderheid van de aanwezige leden zich daartoe uitspreken;
- indien alle aanwezige leden die hetzij de werkgeversorganisaties hetzij de werknemersorganisaties vertegenwoordigen zich daartoe uitspreken.

De voorzitter stelt de werkgever binnen een termijn van acht dagen in kennis van de beslissing van het paritair comité.

Bij ontstentenis van een dergelijke kennisgeving treedt de nieuwe arbeidsregeling na het verstrijken van een termijn van acht dagen volgend op het verstrijken van de termijn van twee maanden waarbinnen het paritair comité zich moest uitspreken, in werking.

In afwijking van het bepaalde in artikel 12 van de wet van 8 april 1965, wordt het arbeidsreglement in overeenstemming gebracht met de nieuwe arbeidsregeling die overeenkomstig vorenstaande procedure werd aangenomen.

Art. 8. In afwijking op artikel 4, derde lid, van de wet van 8 april 1965 en van artikel 51 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, mag er individueel niet worden afgeweken van de bepalingen van het arbeidsreglement, gewijzigd ingevolge de bij de artikelen 6 en 7 of krachtens de in het artikel 5 vastgestelde procedure.

Art. 9. Lorsqu'un nouveau régime de travail est introduit dans une entreprise dans le cadre de la présente loi, la rémunération des travailleurs sera payée conformément à l'article 9bis de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Conformément à l'article 9quater de la même loi, le travailleur sera informé de l'état de ses prestations par rapport à la durée journalière et hebdomadaire de travail qu'il est tenu de prester.

Section 4. — Surveillance

Art. 10. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Roi, en application de l'article 49 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 11. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 10 peuvent dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer librement, à toute heure du jour ou de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les établissements, parties d'établissements, locaux ou autres lieux de travail où sont occupées des personnes soumises aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution; toutefois, dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police;

2° procéder à tous examens, contrôles et enquêtes, et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales et réglementaires sont effectivement observées, et notamment :

a) interroger, soit seuls, soit ensemble, l'employeur, ses préposés ou mandataires, ainsi que les travailleurs et les membres des délégations syndicales, des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et des conseils d'entreprise sur tous faits dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement tous livres, registres et documents dont la tenue est prescrite par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, d'en établir des copies ou extraits;

c) prendre connaissance et copie de tous livres, registres et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

d) ordonner l'affichage des documents dont l'apposition est prévue par la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Art. 12. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 10 ont le droit de donner des avertissements; de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle, de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction.

Art. 13. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 10 peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

Section 5. — Dispositions pénales

Art. 14. Sans préjudice de l'article 269 et des articles 271 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ne se sont pas conformés aux dispositions des articles 2 à 9;

2° toute personne qui met obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi.

Art. 15. En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 16. L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 17. Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 18. L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente loi se prescrit par trois ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Art. 9. Wanneer in het kader van deze wet een nieuwe arbeidsregeling in een onderneming wordt ingevoerd, wordt het loon van de werknemers betaald overeenkomstig artikel 9bis van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Overeenkomstig artikel 9quater van dezelfde wet, zal de werknemer worden ingelicht over de staat van zijn prestaties met betrekking tot de dagelijkse en de wekelijkse arbeidsduur die hij moet verrichten.

Afdeling 4. — Toezicht

Art. 10. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, houden de ambtenaren die door de Koning zijn aangewezen, in toepassing van artikel 49 van de arbeidswet van 16 maart 1971, toezicht op de uitvoering van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 11. De in artikel 10 bedoelde ambtenaren mogen bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk ogenblik van de dag of de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnengaan in alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen en andere werkplaatsen, waar personen zijn tewerkgesteld die onder de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan vallen; tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang wanneer de rechter in de politierechtbank vooraf toestemming heeft verleend;

2° elk onderzoek, elke controle en enquête instellen, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de wets- en reglements-bepalingen werkelijk worden nageleefd, en met name :

a) hetzij alleen, hetzij te zamen, de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, alsook de werknemers en de leden van de vakbondsafvaardiging, van de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen en van de ondernemingsraden onderwerpen over alle feiten welke het nuttig is te kennen voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich zonder verplaatsing alle boeken, registers en documenten doen voorleggen, die bij deze wet en bij de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven, en afschriften of uittreksels ervan opmaken;

c) inzage en afschrift nemen van alle boeken, registers en documenten die zij nodig achten voor het volbrengen van hun opdracht;

d) de aanplakking gelasten van de documenten die ingevolge deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan moeten worden aangeplakt.

Art. 12. De in artikel 10 bedoelde ambtenaren hebben het recht waarschuwingen te geven, voor de overtreder een termijn te bepalen om zich in orde te stellen en processen-verbaal op te maken die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

Op straffe van nietigheid moet een afschrift van het proces-verbaal ter kennis van de overtreder worden gebracht binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding.

Art. 13. De in artikel 10 bedoelde ambtenaren kunnen in de uitoefening van hun ambt de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen.

Afdeling 5. — Strafbepalingen

Art. 14. Onverminderd het bepaalde in artikel 269 en in de artikelen 271 tot 274 van het Strafwetboek worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 26 tot 500 frank of met een van die straffen alleen :

1° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, die de bepalingen van de artikelen 2 tot 9 niet nakomen;

2° al wie het krachtens deze wet geregelde toezicht verhindert.

Art. 15. Bij herhaling binnen één jaar na een vorige veroordeling, kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Art. 16. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten waartoe zijn aangestelden, of lasthebbers zijn veroordeeld.

Art. 17. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

Art. 18. De publieke rechtsvordering wegens overtreding van de bepalingen van deze wet en van de ter uitvoering hiervan genomen besluiten verjaart door verloop van drie jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

CHAPITRE II

Modifications à la loi du 16 mars 1971 sur le travail

Art. 19. L'article 17 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. Les travailleurs qui effectuent le travail en équipes successives peuvent être occupés le dimanche à condition que leur travail soit interrompu une fois par semaine pendant vingt-quatre heures consécutives dont dix-huit au moins coïncident avec le dimanche. »

Art. 20. Dans l'article 35, troisième alinéa, de la même loi, les mots « et que chaque équipe travaille, en dehors des intervalles légaux de repos, plus de huit heures par jour » sont supprimés.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 21. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 87 — 1035

**5 MARS 1987. — Arrêté royal
relatif aux café, extraits de café et succédanés de café**

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, modifiée par les lois du 4 août 1978, du 14 novembre 1983 et du 26 juillet 1985, notamment les articles 5 à 12;

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment les articles 2 et 22, § 3;

Vu la Directive 77/436/C.E.E. du 27 juin 1977 du Conseil des Communautés européennes relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les extraits de café et les extraits de chicorée, modifiée par la Directive 85/573/C.E.E. du 19 décembre 1985;

Vu la recommandation M (68) 20 du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux du 29 janvier 1968 relative à l'harmonisation des législations en matière de café, extraits de café et succédanés du café, modifiée et complétée par la recommandation M (69) 30 du 23 décembre 1969;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité d'adapter sans retard la réglementation belge résulte de l'obligation de se conformer, avant le 1^{er} janvier 1987, à la directive 85/573/C.E.E.;

2

HOOFDSTUK II

Wijzigingen aan de arbeidswet van 16 maart 1971

Art. 19. Artikel 17 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. De werknemers die ploegenarbeid verrichten kunnen op zondag worden tewerkgesteld op voorwaarde dat hun arbeid een keer per week wordt onderbroken gedurende een periode van vierentwintig opeenvolgende uren waarvan er ten minste achttien op de zondag vallen. »

Art. 20. In artikel 35, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « en elke ploeg, buiten de wettelijke rusttijden, meer dan acht uren per dag werkt » geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 21. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van, Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
J. GOL

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 87 — 1035

**5 MAART 1987. — Koninklijk besluit
betreffende koffie, koffie-extracten en koffiesurrogaten**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1976, 14 november 1983 en 26 juli 1985, inzonderheid op de artikelen 5 tot 12;

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, inzonderheid op de artikelen 2 en 22, § 3;

Gelet op de Richtlijn 77/436/E.E.G. van 27 juni 1977 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake extracten van koffie en extracten van chicorée, gewijzigd bij de Richtlijn 85/573/E.E.G. van 19 december 1985;

Gelet op de aanbeveling M (68) 20 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie van 29 januari 1968 inzake de harmonisatie der wetgevingen betreffende koffie, koffie-extracten en koffiesurrogaten, gewijzigd en aangevuld door de aanbeveling M (69) 30 van 23 december 1969;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld de Belgische reglementering aan te passen voortvloeit uit de verplichting zich, vóór 1 januari 1987, te schikken naar de Richtlijn 85/573/E.E.G.;